



Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Gallimard, 2008.
Un devenir humain, démocratique ou non ?

I/ La matrice du devenir humain

« *Après la démocratie* » d'Emmanuel Todd est un ouvrage au titre paradoxal provocateur. Il convient de penser ici à deux précédentes publications d'Emmanuel Todd. Dès 1976, il écrit « *La chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique* ». En 2002, il publie « *Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain* ». « *Après la démocratie* » traite de la suite, c'est-à-dire de notre brûlante actualité.

Pour comprendre l'étonnante synthèse que produit cet ouvrage, il convient de voir qu'il se développe au cœur de la composition des trois grandes figures de l'humain : adaptation des actions, différenciation des formes d'activités, différenciation des formes des sociétés (Demorgon, 2008, 2009).

D'abord et toujours, les acteurs humains adaptent leurs actions. Par exemple, ils vont, en même temps, produire de l'égalité et de l'inégalité selon domaines, moments et lieux. Ils différencient leurs activités en secteurs, inventant ainsi la religion, la politique, l'économie, l'information. L'adaptation des actions, la différenciation et l'évolution des secteurs d'activité se répondent.

En effet, chacun des secteurs d'activité poursuit aussi son évolution au travers par exemple d'une nouvelle composition d'égalité et d'inégalité. Exemple saisissant, celui que nous donne Serge Feneuille (2008). Il met en évidence une progression peu connue de l'égalité dans l'histoire religieuse égyptienne. Dans l'Ancien Empire, seul le pharaon accède à l'éternité; ensuite, « les reines y accèdent ; plus tard, les nobles, et enfin tout le peuple. Il y a là une sorte de démocratisation de la vie éternelle ».

Ce développement de l'égalité est davantage connu sur le plan politique. C'est ainsi que le partage de la citoyenneté romaine, d'abord très limité, s'est ensuite étendu à des populations de plus en plus larges jusqu'à les concerner toutes au début du 3^e siècle après J.C.

Les adaptations des actions sont liées entre elles sous leurs diverses formes. Le jeu de l'égalité et de l'inégalité est à l'évidence associé au jeu de l'autorité et de la liberté ou encore à celui de l'unité et de la diversité d'une société.

A mesure que les acteurs humains s'adaptent dans ces oppositions, ils n'inventent pas seulement leurs activités différentes mais encore les diverses formes historiques des sociétés. Celles-ci sont, successivement, dominantes : tribale, royale, nationale et mondiale. Toutefois, elles ne disparaissent pas, elles entrent diversement dans la composition de chaque société singulière. De ce fait, chacune, à l'occasion, selon les aléas de l'histoire, peut retrouver telle forme antérieure ou le courant correspondant.

Contrairement à l'évolution linéaire, imaginée par Fukuyama, la démocratie libérale américaine ne représente pas la forme finale de l'histoire humaine. Selon la conjoncture mondiale, elle peut tout à fait osciller entre un perfectionnement de la démocratie ou, au contraire, une reprise de type impérial. On peut dire qu'avec Bush 2, on a frôlé cette évolution. Mais ceci peut se produire pour l'Occident tout entier.

C'est ainsi que pour Todd, la bonne question n'est peut-être pas de se demander : « Quand les empires d'aujourd'hui deviendront-ils des démocraties ? » mais plutôt si : « Les contraintes propres aux empires ne vont-elles pas, dans la mondialisation, s'étendre aux démocraties, les faisant basculer dans la forme impériale ? » Ne sommes-nous pas sur ce chemin au travers de l'épreuve que constitue la soumission de tous les pays, quel que soit leur état de développement, au dogme du libre échange total ? Ne voit-on pas qu'il y a là le fondement d'un impérialisme masqué ?

Pour Todd, la démocratie n'y résistera pas. Il faut donc corriger ce libre échange totalitaire par un protectionnisme mesuré qui n'est pas déjà donné mais qu'il faut inventer. Le meilleur et peut-être le seul niveau pour cette invention lui semble être cette encore grande région du monde qu'est, pour quelque temps, l'Europe. Si grâce à ce protectionnisme pondéré, la démocratie s'y sauvegarde, alors elle aura des chances de se maintenir, de rebondir ou d'émerger ailleurs. Dans ce cas seulement, « après la démocratie, ce serait encore la démocratie ».

Avant de développer cette perspective, Todd s'attache d'abord à préciser que cette évolution hors de la démocratie par le jeu des inégalités croissantes n'est pas, autant qu'on pourrait le penser, en contradiction avec les régimes démocratiques eux-mêmes. En effet, ceux-ci ont toujours été des compromis grossiers ou subtils entre l'inégalité et l'égalité, l'autorité et la liberté, l'unité et la diversité.

II/ Brève histoire des démocraties : une égalité toujours partielle et partielle

Chaque démocratie établit bien une égalité d'autant mieux fondée chez ses membres internes qu'elle les distingue de membres externes restant marqués

par l'inégalité. Todd en fait une large démonstration en allant d'Athènes aux démocraties modernes.

1/ La démocratie athénienne

Une articulation spécifique d'égalité et d'inégalité fonde la démocratie athénienne : « l'égalitarisme interne » s'y accompagne d'une caractérisation d'infériorité en statut et en naissance de populations « extérieures » - esclaves, métèques ou étrangers. « En 451 avant J.C... pour être citoyen, il fallait avoir non seulement un père athénien mais aussi une mère athénienne ». Les Athéniens, égaux entre eux, se distinguent des non Athéniens, et cela se continue entre Grecs et non Grecs.

2/ Israël, d'hier à aujourd'hui

En Israël, la structure familiale juive traditionnelle est inégalitaire : « On a une prédominance de la primogéniture masculine avec une double part pour l'aîné dans les règles d'héritage du Deutéronome ». Cette prédominance est, toutefois, contrecarrée en partie par « une préférence secrète pour le dernier-né, le faible qui devient fort par son intelligence. Isaac, Jacob, David, Salomon, furent tous des fils cadets ».

Certes, en Israël aujourd'hui, l'égalité politique juridique est réelle. Elle s'accompagne toutefois d'une inégalité externe importante. Todd le souligne : « Israël est une démocratie ethnique dans laquelle l'égalité des citoyens s'appuie sur une différence radicale avec un peuple extérieur, partiellement dominé. » L'anthropologie familiale est en concordance : « le mariage mixte, par son absence, révèle la nature profonde du système social et politique ».

3/ Le fondement aristocratique de la démocratie britannique

« La différenciation des enfants qui caractérise (très généralement) la famille anglaise, s'est étendue en différenciation des hommes, rendant le pluralisme plus facile, et même naturel... À l'intérieur du système social et politique, le principe de l'altérité est accepté » ; il s'appuie sur « les distinctions entre propriétaires terriens et industriels commerçants, ou encore entre bourgeois et prolétaires ».

L'invention du régime parlementaire en Grande-Bretagne est une invention aristocratique. L'arbitraire d'un monarque absolu, de type Stuart, ou l'arbitraire d'un dictateur puritain comme Cromwell, effraient les aristocrates britanniques. Ils veulent s'en protéger et décider, seulement entre eux, de leurs affaires, à l'abri aussi des groupes qui leur sont inférieurs.

Si, par la suite, la Grande Bretagne s'est démocratisée, ce fut en une époque où la domination mondiale du pays était évidente. D'où la brutale conclusion de Todd : « Le droit de suffrage fut étendu à un peuple qui pouvait se concevoir comme le groupe dominant de l'empire britannique... Lorsqu'ils acceptèrent la démocratie, les Anglais étaient un peuple de seigneurs ».

4/ Les États-Unis et le *melting-pot* blanc

Aux États-Unis « aucun principe familial égalitaire ne conduit de l'égalité des frères à celle des hommes en général ». Pourtant, « on ne peut manquer d'être frappé par la facilité avec laquelle les États-Unis se sont installés dans une vie démocratique plus vite et naturellement que la France ». Le fameux *melting-pot*, prôné aux États-Unis dès le début du vingtième siècle, était un *melting-pot* blanc. Il permet d'oublier les différences entre immigrés européens, même si ce fut avec peu plus de difficultés à l'égard des Italiens.

Ce *melting-pot* n'a été possible qu'à partir de « la présence de deux groupes parias, les Indiens et les Noirs ; c'est elle qui a permis de fixer hors du peuple blanc l'idée d'inégalité et de définir une égalité interne au groupe ».

Tocqueville déjà le pensait, « les États esclavagistes du sud ont joué un rôle particulier dans l'éclosion du sentiment démocratique... La présence de Noirs nombreux y stimulait le principe d'égalité entre Blancs ».

Certes, des évolutions demeurent toujours possibles. C'est ainsi que « Chinois et Japonais, tenus à l'écart de façon raciste jusqu'à la seconde Guerre mondiale, ont fini par être répertoriés comme non Noirs et intégrés au marché matrimonial blanc. Etre épousable détermine, aux USA, comme en Europe, l'appartenance à un groupe majoritaire ou minoritaire. »

Si l'inégalité externe fonde l'égalité interne d'un groupe, sa disparition réalimente l'inégalité interne. Todd ne peut s'empêcher de noter que l'élection de Barak Obama « survient en pleine dérive oligarchique du système américain : au moment même où la montée d'inégalités éducatives et économiques spectaculaires... brise l'égalitarisme interne au groupe blanc. » Il conclut : « souvent considéré comme le défaut de la démocratie américaine, le racisme était en réalité son fondement. »

5/ L'Allemagne « paradoxale » de David Schoenbaum

La situation historique allemande d'avant le vingtième siècle est fortement caractérisée par une double manifestation de l'inégalité. Au plan familial, la famille souche privilégie un seul enfant comme héritier, souvent l'aîné, parfois le puîné. Au plan politique, l'Allemagne impériale est une société d'ordres et de rangs, clairement inégalitaire. L'égalité ne joue qu'à l'intérieur des groupes d'aînés ou de cadets, ou à l'intérieur des couches sociales, par ailleurs superposées. Seule la catégorie dominante bénéficie pleinement de l'égalité entre citoyens.

Todd se réfère à l'étude de David Schoenbaum, chercheur américain qui, dans « *Hitler's Social Revolution* », voit dans « l'expérience national-socialiste » un *ersatz* de la Révolution française, en tant que « moment crucial de démocratisation ». En effet, le peuple allemand y est enfin réuni. « Paysans, ouvriers, petits et grands bourgeois, grands et petits nobles, se sont alors fraternellement assis dans les mêmes cantines de la SS ou, plus modestement de la *Wehrmacht* ». Dès lors, cette relative égalité, improbable hier, invente son fondement dans l'inégalité radicale de l'antisémitisme nazi.

Pour Todd, auparavant, « les normes éducatives » avaient atteint « une intensité franchissant les limites du pathologique. C'est ce contexte qui a rendu possible le totalitarisme nazi, vécu d'ailleurs par les membres des jeunesses hitlériennes et de la SS comme une véritable libération psychique, que symbolisent bien les autodafés de livres, négation de la culture allemande traditionnelle. »

6/ « Chaos » français au 19^e siècle : révolutions, restaurations, empires, républiques...

Pour une part, la culture politique française aura beaucoup à voir avec les structures familiales qui se sont construites, au Moyen Age, en Ile de France et dans le Nord. Elles sont égalitaires : garçons et filles, doivent tous recevoir une part égale de l'héritage.

Jérôme Luther Viret (2004) le souligne, pour l'Ile de France, « Si l'on met autant de soin à faire un partage égal des meubles alors que la coutume accorde une totale liberté de disposition sur cette sorte de biens, à plus forte raison, est-on attentif à l'égalité dans la transmission des immeubles. C'est un égalitarisme forcené qui caractérise ici les pratiques successorales dès le milieu du XVI^e siècle ». Cette base anthropologique familiale égalitaire de l'Ile de France et du Nord rendait de plus en plus difficile à supporter le régime politique royal profondément inégalitaire. Cela n'a pas manqué de contribuer à la genèse de la grande révolution contre les inégalités sociales, économiques et politiques.

Todd précise : « En France, le système (idéologique) central a du mal à accoucher d'une division dualiste. Jamais les bourgeois n'auraient accepté l'idée d'une différence de nature avec les nobles. Principe d'égalité oblige. Pour les ouvriers, même jeu : seule la société sans classe peut assurer leur émancipation ultime...Jamais les ouvriers de la région parisienne n'auraient pu se considérer dans leur essence la plus profonde comme différents de leurs exploiters bourgeois ».

Il est vrai, des structures familiales « inégalitaires » et « autoritaires » existaient aussi dans les provinces françaises. Cela explique qu'au coeur même de la Révolution, les Girondins s'opposent très vite au jacobinisme de l'Etat républicain centralisé. Dans ces conditions anthropologiques familiales fort contrastées, l'évolution politique de la France a été en bouleversement constant. Trois Révolutions, trois Restaurations royales, deux Empires, trois Républiques se sont confrontés et mêlés pendant trois-quarts de siècle.

En dépit de l'ajout, en 1848, de la fraternité, « liberté, autorité », « égalité, inégalité » se sont heurtées avec une violence extrême aboutissant aux milliers de morts de la Commune de Paris.

III/ Aujourd'hui, religion, économie, information lâchent l'égalité

L'adaptation problématique « égalité, inégalité », dont nous venons de voir l'importance dans le domaine politique, concerne aussi la religion et l'information.

Dans l'organisation de la société française, où l'inégalité a eu le visage quasi

ethnique de la noblesse et du haut clergé, la religion déployait un horizon d'égalité relativement compensatoire : les êtres humains étaient « tous des enfants de Dieu ».

Par la suite, la promotion économique et la promotion éducative vinrent tempérer l'inégalité des conditions sociales acquises.

Aujourd'hui, tous ces processus égalitaires - religieux, économiques, éducatifs - s'effondrent. Jusqu'où, et avec quelles conséquences pour l'avenir de la démocratie en France ?

1/ Le catholicisme s'effondre, le vide reste religieux

Todd donne à son ouvrage une introduction intitulée « Le moment Sarkozy ». Ce n'est pas tant par souci de critiquer l'homme politique que par souci de le référer au contexte culturel historique qui rend possible sa candidature et celle de Ségolène Royal. Certes, quand il les traite de « candidats du vide », on peut se croire en présence d'une dénonciation gratuite. Il n'en est rien puisque le premier chapitre de l'ouvrage s'intitule : « Le vide est religieux ».

La religion chrétienne, catholique, s'efface. Elle laisse une place vide qui garde encore un caractère religieux même dégradé. L'élection présidentielle peut ainsi apparaître comme un phénomène politique nouveau qui mélange le médiatique avec les restes de religion et de politique en une sorte d'ultime *karaoké* national.

Todd revisite l'évolution historique : « l'effondrement terminal du catholicisme s'est amorcé au milieu des années soixante. L'ébranlement du système idéologique et politique n'est devenu manifeste que dans les années 1974-1981. À la jonction de la phase religieuse et de la phase politique, nous trouvons... les événements de mai 1968 qui... relèvent de toutes les catégories de l'analyse historique et sociologique : religion, idéologie, éducation, mœurs et vie familiale... Entre 1965 et 2007, tout se passe comme si l'effondrement des derniers bastions de la foi avaient engendré une mécanique de décomposition politique globale » (Todd, 2008 : 32).

D'une certaine façon, le religieux a toujours une connivence avec la prise en charge du vide que ce soit celui causé par la mort des proches ou celui lié à l'émergence de grands moments à la fois biologiques, psychologiques et sociologiques comme l'alliance et la reproduction. Le religieux place ici ses sacrements.

Certes, la croyance est devenue difficile : les morts sont bien morts et le sida tient tête à la révolution des mœurs sexuelles. Ainsi, tout en étant sans cesse combattu, le vide pourtant s'approfondit et la révolution consumériste fait figure de *placebo*. Cet approfondissement du vide se traduit par des phénomènes caractéristiques de notre culture contemporaine.

D'abord, l'instabilité affective et familiale se répand. Ensuite, faute d'être à même de remplacer les croyances religieuses par l'étude de la complexité du réel, la médiocrité intellectuelle s'installe. Une pensée déboussolée passe d'une position à une autre, cherchant à changer aussi vite que l'écume des choses ; elle conduit à l'incohérence.

Enfin, il n'y a plus de croyance qu'en l'immédiateté de sa propre affirmation narcissique. Il n'y a plus, pour chacun, d'autre preuve publique de confirmation de sa valeur que l'argent qu'il gagne et la place qu'il prend dans la hiérarchie sociale et dans les médias qui la traduisent. Comment les candidats à l'élection présidentielle de 2007 pourraient-ils avoir une chance de rallier les suffrages s'ils se coupaient de cette culture contemporaine ambiante ! Dans ces conditions, l'égalité n'a plus guère de sens puisque c'est l'inégalité même des uns par rapport aux autres qui devient le critère de l'existence sociale.

2/ Liées hier en France, promotion éducative et promotion économique se dissocient

Hier, la croissance de l'égalité dans les domaines de l'enseignement et de l'éducation a largement contribué au renforcement des perspectives démocratiques. L'inégalité, aujourd'hui croissante, a-t-elle à voir avec une baisse du niveau éducatif que de nombreux auteurs ont souligné ? Todd nuance. Certes, le nombre des « sortants sans qualification » du système scolaire, passe de 35% en 1965 à 7,5 % en 1990. Mais il ne progresse plus. De même, « la progression du baccalauréat général est arrêtée depuis 1995 ». Ajouté aux autres facteurs, cet état de fait a contribué à développer un pessimisme culturel qui accroît d'ailleurs le mal qu'il dénonce. Et si Internet « ramène progressivement les jeunes générations à une prédominance de la culture écrite, c'est avec une orthographe simplifiée ». L'arrêt dans l'élévation du niveau éducatif semble dépendre de la fermeture économique d'un horizon décrochant de tout savoir dissocié de la rentabilité. Les détenteurs d'un baccalauréat « ne seront plus des privilégiés protégés du marché mondial par leur éducation. Emplois déqualifiés, salaires en baisse, tel sera l'avenir des jeunes diplômés ». (Todd, 2008 : 176). Dès lors, il est impossible de continuer à considérer que « le système de moeurs qui domine la France du Bassin parisien est porteur pour l'éternité des valeurs de liberté et d'égalité ». Todd peut envisager « une disparition de l'égalitarisme français y compris dans les couches intermédiaires et inférieures de la population ». Non sans conséquences mais lesquelles ? Par contre, le diagnostic de montée d'une « mentalité inégalitaire à soubassement raciste », lui paraît faux. A preuve, jusqu'au début des années 90, « le taux de mariages mixtes entre enfants d'immigrés et enfants de Français plus « anciens » est de dix fois supérieur en France - y compris dans les milieux votant « Front national » - à ce qu'il est, au même moment, en Angleterre et en Allemagne ». Selon Todd, le vote « Front national » est plutôt un « mélange complexe et instable d'inégalitarisme anti-maghrébin et d'égalitarisme anti-élite ». Il cite le travail de Piketty (2001) qui démontre « que le niveau historiquement bas des inégalités a résisté en France de 1945 jusqu'à 1998, au contraire de ce qui se passait dans le monde anglo-saxon où les inégalités ont remonté dès les années 1980 ».

Toutefois « lorsque Camille Landais reprend la méthode de Piketty pour l'appliquer aux années 1998-2006 », il constate que « la France est en train de s'aligner sur le monde anglo-saxon ». Todd nuance : « En termes de valeurs politiques fondamentales, le peuple français est éloigné du peuple américain par son aspiration égalitaire et par sa méfiance vis à vis des groupes dominants de la société ». (Todd, 2008 : 177). Par contre « les classes dirigeantes françaises

sont très proches de leurs homologues américaines par leur adhésion et leur pratique d'un capitalisme qui s'identifie de moins en moins à l'industrie et de plus en plus à la finance (Todd, 2008 :193).

Ainsi, la dynamique économique en cours de renforcement est en mesure de porter de nouveaux coups peut-être décisifs à la démocratie. A partir des évolutions précédentes, le risque apparaît bien réel - pour ne pas dire que le seuil est déjà franchi - d'un abandon de l'égalité comme valeur. Il s'agit d'un phénomène de fond même s'il n'est peut-être pas encore définitif.

Dans ces conditions, accuser tel personnage politique peut soulager les humeurs, mais ne changera pas la tendance lourde qui tient au « forcing » actuel des acteurs de l'économie d'ailleurs pas nécessairement conscients de toutes les conséquences de leurs actions.

Faudra-t-il que les résultats apparaissent de plus en plus négatifs pour que la prise de conscience se fasse plus étendue et plus profonde ? La situation devrait en effet s'aggraver encore si nous ne parvenons pas à limiter la place qu'a prise, dans la mondialisation, un libre échange absolu, devenu totalitaire.

IV/ Libre-échange absolu, inégalité croissante, démocratie menacée

1/ Libre échange sans protection, sociétés bafouées

Ce dogme du libre échange présenté comme bien suprême du devenir humain est le coeur de ce que l'on a judicieusement nommé « pensée unique ». Ses fondements vraiment rationnels étant faibles, cette pensée doit conjindre tous ses moyens de contrainte économique et de séduction médiatique pour nous empêcher de reconnaître les profondes oppositions adaptatives dont elle ne veut pas tenir compte.

En effet, sous l'opposition entre libre échange et protectionnisme, qu'y a-t-il d'autre de plus profond ? Tout simplement, la problématique adaptative humaine, si générale et fondamentale, « ouverture, fermeture ». Depuis quand cette régulation entre ouverture et fermeture devrait-elle être caduque dans le domaine économique alors qu'elle est déjà présente dans toute organisation vivante, individuelle et collective ? Pourquoi devrait-on, en économie, bannir ce qui a cours partout ailleurs ? Qui peut vouloir cela sinon ceux qui sont déjà les plus forts et qui veulent s'implanter davantage encore chez les autres ? Au nom de quoi ceux-ci devraient-ils renoncer à toute fermeture et à tout contrôle de protection ?

Si le libre échange tous azimuts a pu apparaître à ce point crédible et le protectionnisme comme entièrement critiquable, c'est dû à une illusion d'optique liée à l'évolution des sociétés. En effet, l'organisation des sociétés évolue de la forme nationale marchande, hier dominante, à la forme des sociétés économiquement mondialisées d'aujourd'hui. Le protectionnisme, souvent hier abusif (pensée unique inverse) associé au nationalisme, a fait la preuve de ses méfaits et apparaît déjà condamné. Le libre échange constamment associé à la dimension du mondial paraît être ainsi automatiquement l'avenir.

Dans toute problématique adaptative complexe, les humains sont souvent conduits à simplifier leur expérience en choisissant l'une des directions contre l'autre : l'autorité contre la liberté ou l'inverse, l'inégalité contre l'égalité ou l'inverse. Et maintenant le libre échange absolu contre toute protection.

Mais il faut bien voir que, dans un grand nombre de situations de l'expérience humaine, il faut moins choisir une orientation contre l'autre que les prendre en compte ensemble et les composer pour l'ajustement adaptatif le meilleur possible. Ainsi, au plan politique, il s'agit, souvent, moins de choisir entre l'autorité absolue et la liberté absolue que de les faire se rejoindre et s'articuler au travers d'une riche série de degrés. Il en va de même entre libre échange et protection. Ce sont des dimensions à composer comme nous composons toujours « ouverture, fermeture ».

C'est à cette seule condition que le devenir des sociétés actuelles sera moins destructif et plus constructif. La tâche est nouvelle et fort difficile. Mais, pour le moment, on n'en est pas même arrivé à la nécessité de la reconnaître. Emmanuel Todd nous convie à le faire de toute urgence.

2/ Une France en difficulté : ethnicisation, gouvernance-dictature ?

Todd reconnaît que toute prédiction de notre avenir est impossible. Cependant, il analyse trois perspectives concernant le devenir de la France.

a/ Il imagine d'abord qu'elle se transforme en une « république ethnique (blanche, post chrétienne...) » mais il n'y croit pas. Il s'appuie en particulier sur « l'effet électoral des émeutes de banlieues ». Elles ont pu conduire à un engagement militant et électoral, ce qui prouve, pour Todd, que « la variable ethnique » n'a pas été en mesure de se substituer aux « déterminants économiques » du vote.

b/ Comme nous allons le voir, la seconde perspective est plus longuement développée par Todd. Il s'agit d'une régression voire d'une sérieuse réduction du suffrage universel. Cette orientation est déjà là grâce aux détours d'une Europe que les gouvernements laissent volontiers produire des directives émises sans véritable contrôle parlementaire. Autre signe : quand des peuples votent « non » à un référendum sur l'Europe, les analystes politiques se déchainent dans les médias. Ils développent l'idée que le vote négatif n'est qu'une erreur d'un moment qui sera nécessairement contredite lors d'un prochain vote. Il a fallu les deux votes négatifs successifs de la France et des Pays Bas pour que cette prétendue automaticité d'une réparation future soit mise en sourdine. Toutefois, on a maintenu le constat qu'il y avait là deux erreurs évidentes en enchaînant sur une nouvelle attitude : on fait silence, on n'en parle plus ! Dès lors, une observation s'impose : à quoi peut servir un *referendum* présentant deux possibilités si, d'avance, il n'y en a qu'une de valable et si le choix négatif n'entraîne aucune réflexion, aucun enseignement ?

C'est bien cette actualité d'un déclin démocratique que Guy Hermet (2007) met en évidence dans « *L'hiver de la démocratie* » au titre significatif. Il décrit l'évolution conduisant à ce qu'il nomme « le Nouveau Régime avec ses deux

modes de traitement des affaires publiques..... d'une part, une pratique populiste et plébiscitaire au niveau de la compétition électorale, avec recours à la « démocratie participative » dans les affaires locales... d'autre part, des méthodes relevant de la gouvernance, réservées au petit nombre... pour les « orientations économiques, sociales ou politiques d'envergure nationale, régionale ou globale, négociées entre acteurs cooptés et protégés des humeurs trop volatiles des électeurs ».

Todd souscrit à cette analyse en soulignant la dérive autoritaire de l'actuelle pratique présidentielle. Par exemple, un Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy, va jusqu'à « vanter le coup d'Etat du 18 brumaire de Napoléon Bonaparte comme l'un des trois grands moments de l'histoire de France ».

Nombre de socialistes vont dans ce sens en prenant une certaine distance à l'égard de l'élection. Todd rappelle la réserve de Jacques Delors quant à sa candidature à une présidentielle passée. Il souligne la démission fracassante d'un Jospin ulcéré des résultats électoraux. Ou encore, les préférences d'un Lamy et d'un Strauss-Kahn pour une carrière au sein d'institutions internationales.

Il a cependant du mal à croire que, dans un pays comme la France, il pourrait y avoir un quasi-bannissement du suffrage universel. Toutefois, il n'exclut pas que, dans des circonstances graves, cela puisse devenir possible. Il écrit : « la montée vraisemblable de conflit de classe immature, c'est-à-dire sans programme, ne pourrait qu'engendrer un climat de violence et de peur dont le seul effet politique serait une autonomisation de l'Etat sur fond d'anarchie ».

Il n'exclut pas non plus qu'une stigmatisation ethnique puisse, dans de telles circonstances, reprendre vigueur. Sur la base, par exemple, d'un traitement dur de l'immigration.

On le voit, les deux perspectives inégalitaires d'ordre économique et d'ordre ethnique pourraient même ainsi s'associer. Dans ce cas, l'avenir de la démocratie en France serait largement compromis.

Todd, naguère, défavorable à l'euro, reconnaît, qu'aujourd'hui, il n'y a pas de solution purement française. Seule, une solution européenne reste possible mais, encore une fois, à une condition très loin d'être acquise : le renoncement à la pensée unique d'un libre échange absolu imposé au plan mondial. Un examen critique de ce dogme s'impose donc d'abord.

3/ La violence du libre échange mondial : mensonge scientifique et catastrophe éthique

Le dogme d'un libre échange mondial sans aucune limitation repose sur une confusion. L'histoire humaine quitte actuellement la troisième grande forme historique prise par les sociétés : celle de la nation marchande qui succède aux royaumes et aux empires.

Les moyens d'invention, de production, de communication ne peuvent plus être centrés sur les nations, si grandes soient-elles. Les sociétés sont donc conduites à se mondialiser. Si la mondialité constitue bien une perspective sans retour de l'aventure humaine, les modalités qu'elle emprunte n'en sont pas automatiquement validées. C'est ce type de validation automatique qui constitue précisément la pensée unique. Elle nous présente les modalités

économiques et financières dérégulées comme seules aptes à nous permettre d'entrer dans la mondialité. Ce n'est pas parce que la mondialité est la nouvelle dimension de référence que le libre échange généralisé au plan mondial en est la panacée légitime.

Le vrai problème de l'histoire humaine actuelle réside dans la mutation du national au mondial. Cette mutation, inévitablement diversifiée en fonction des évolutions singulières des multiples sociétés, requiert logiquement des ajustements spécifiques. Un libre échange généralisé au plan mondial ne permet pas ces ajustements singuliers. Il monte les sociétés les unes contre les autres, sans se soucier de toute la « casse » réciproque qui en résulte.

Il est d'autant plus important de comprendre quel piège grossier constitue le libre échange mondial absolu. D'abord, c'est le pays à l'économie la plus avancée - qui dispose d'une monnaie dont il use à son gré - qui prône ce libre-échange total. Ainsi, ce sont ses propres avantages compétitifs qu'il impose aux autres économies de toute façon plus faibles voire pas encore constituées. De plus, cela ne l'empêche pas de tricher en avantageant ses entreprises nationales par le biais de détaxations qui équivalent à des subventions déguisées. L'OMC a bel et bien dû condamner les Etats-Unis pour ce manquement à son propre dogme du « libre » échange absolu.

Nombres d'économistes ne reconnaissent pas ce dogme comme crédible. Paul R. Krugman (1996, 1998 - 2009), prix Nobel d'économie, en 2008, d'orientation libérale, n'a jamais manqué d'émettre des réserves à ce sujet. Son livre, « *Pop Internationalism* », en français *La mondialisation n'est pas coupable*, était déjà clairement sous-titré « *Vertus et limites du Libre-échange* ».

Le libre-échange, imposé à toute la planète, constitue même une trahison du libéralisme économique originel. Ainsi, Adam Smith ne croyait à la concurrence qu'à condition que soient contrôlées « la taille du marché et les règles du Jeu ». Il ne proposait les bienfaits du libéralisme qu'entre « des pays dont les niveaux de vie ne variaient que du simple au double ».

Certes, hier, divers protectionnismes ont pu se faire les complices de nationalismes politiques exacerbés. C'est alors que le libre-échange économique s'est sacralisé comme moyen efficace puis comme fin absolue. Toutefois, depuis trois décennies déjà, cette pensée unique - ce *panglossisme*, comme dit Todd, en référence à Leibniz et Voltaire - se révèle être la cause de crises successives multiples. On feint à chaque fois de les croire inévitables et finalement bénéfiques. Dès lors, elles s'aggravent et conduisent à des violences extrêmes économiques et politiques, internes et externes.

4/ L'Occident et la Chine : chercher le modèle ?

Les sciences politiques comme les sciences économiques ne cessent de se présenter comme détentrices de vérités qui, en fin de compte, ne sont pas en mesure de traiter vraiment les réalités physiques et humaines dans toute leur complexité.

Il était ridicule de penser, avec un Fukuyama, que la démocratie libérale américaine pouvait être le modèle ultime des sociétés humaines. C'était tout au plus une hypothèse qu'il fallait étudier. Tout aussi peu scientifique était la thèse

d'Huntington prédisant une guerre des civilisations. D'ailleurs Courbage et Todd (2007) en ont pris le contre-pied avec *Le rendez-vous des civilisations*.

Agacé par notre suffisance d'Occidentaux, croyant toujours détenir le modèle universel des sociétés, il se demande si nous ne sommes pas, nous-mêmes, en train de l'abandonner. Il écrit : « On commence à peine à réfléchir aux implications de la croissance chinoise pour la théorie du libre échange ... on n'a pas encore envisagé ses implications pour la théorie politique ». Il poursuit : « Nous attendons avec impatience que la Chine modernisée combine, dans sa pratique politique, suffrage universel et pluralisme des partis ». Pourquoi pas « à l'inverse, nous demander - compte tenu de la taille de la Chine, du rôle de plus en plus central qu'elle joue dans la détermination des niveaux de vie américains et européens - si le Parti communiste chinois ne nous indique pas aussi l'objectif politique à atteindre : la dictature, appelée chez nous gouvernance ? »

Serait-ce la dimension mondiale qui deviendrait peu à peu incompatible avec les aléas des démocraties habituelles ? Des gouvernants réalistes peu soucieux de voir dégénérer les conflits en conflagration mondiale seraient relativement d'accord entre eux pour imposer directement à leurs peuples les compromis économiques, écologiques et politiques nécessaires ! La démocratie attendrait des jours meilleurs.

Toutefois, Todd ne s'avance pas plus sur ce chemin, parce qu'il pense qu'il y en a un autre bien plus positif.

5/ Une Europe composant libre-échange et protection en elle même et dans le monde

Sans doute, aujourd'hui, cet autre chemin n'est pas pris. Et il n'est pas certain qu'il le sera. En effet, même quand la crise du fonctionnement économique, singulièrement financier, atteint des niveaux extrêmes, la pensée unique n'en tire pas que ses principes en sont la cause. Ses partisans reprennent les mêmes objectifs et les mêmes moyens. Cela signifie qu'à leurs yeux, il n'y en a pas d'autres. Peu importe les conséquences secondaires malencontreuses ! Bien mieux, la crise n'est que l'épreuve de forces que les pays à économie mondialisée dominante imposent aux autres ! Qu'il y ait aussi des conséquences négatives pour eux-mêmes, ou plutôt pour une part de leurs populations, cela est inévitable et jugé secondaire par eux ! Ils sont persuadés qu'il n'y a pas d'autres chemins et tant pis pour les risques collatéraux !

Ce n'est pas l'opinion d'Emmanuel Todd. Pour lui, continuer en ce sens peut devenir suicidaire pour le devenir humain, d'autant plus qu'il existe une autre façon de procéder diminuant largement la survenue des crises extrêmes. Cet autre chemin consiste à mettre en oeuvre un libre échange relatif, tenant compte des singularités économiques des sociétés. Ce chemin comprendrait, pour nombre de pays, des protections spécifiques et limitées dans le temps jusqu'à ce que la concurrence mondiale devienne une véritable concurrence et non une jungle. Toutefois, une telle perspective n'a aucune chance si elle ne se situe pas au niveau de la mondialité.

Pour Todd, l'Europe est dans ce cas. Elle constitue ce « niveau intermédiaire, continental dans la terminologie française, régional dans celle des économistes anglo-saxons ». Ce niveau intermédiaire est d'ailleurs plus ou moins réellement constitué dans différentes régions du monde. L'Europe a cependant cette singularité d'avoir été, hier, le lieu de deux Guerres mondiales extrêmes. Sa construction, naguère objet d'espoir populaire, s'est trouvée détournée dans la mondialisation économique et financière. Todd le souligne : « L'Europe est perçue, actuellement, comme l'un des instruments qu'utilisent les classes dirigeantes des nations européennes pour neutraliser le suffrage universel » et entraîner les populations dans un libre échange généralisé considéré comme panacée universelle.

Todd propose de revoir la donne : « Entre le déclin des Etats-Unis et l'arrivée à maturité de la Chine, l'Europe représente à nouveau, et pour quelques décennies encore, la concentration la plus considérable de savants, d'ingénieurs, de techniciens, et d'ouvriers qualifiés de la planète. Fragmentée politiquement, elle est quand même la masse économique la plus importante du monde. Ce qui explique l'irrésistible montée en puissance de l'euro. » C'est cela qui, actuellement, rend encore possible la mise en place d'une régulation entre libre échange et protectionnisme relatifs. Encore faut-il inventer cette régulation évolutive et diversifiée au plan interne européen comme au plan mondial ! Ce travail d'invention ne pourra manquer de comporter des essais, des erreurs et des corrections. Il est en lui-même une tâche entièrement nouvelle que nous n'avons fait jusqu'ici qu'éviter. Toutefois, « une telle réorientation de l'économie européenne demande une bonne quantité de travail économétrique et la fondation d'instituts de recherche européens ». C'est « l'œuvre d'une génération ».

6/ Le nécessaire accord franco-allemand

Un tel objectif ne peut être atteint, un tel travail ne peut être mis en oeuvre sans un nouvel accord intra européen. C'est ainsi, par exemple, qu'une négociation décisive doit avoir lieu entre la France et l'Allemagne, celle-ci restant actuellement totalement libre-échangiste alors qu'elle ne l'était pas jadis. Pour Todd, il est possible de « faire comprendre à l'Allemagne qu'elle a plus à gagner à une relance de la demande intérieure européenne qu'à une poursuite indéfinie de la demande extérieure mondiale ». D'ailleurs, selon lui, « l'Allemagne peut changer d'avis ». Il le rappelle : « elle était supposée tenir absolument au droit du sang ... mais, confrontée à l'établissement de nombreux immigrés, elle est relativement passée au droit du sol ». De même, jadis présentée « comme le caniche des États-Unis, elle leur a pourtant tenu tête lors de la seconde guerre d'Irak ».

7/ Une dernière chance pour la démocratie

Si Todd propose ainsi d'inventer une régulation entre libre échange et protection, c'est parce qu'il est convaincu qu'il ne peut pas y avoir de démocratie sans « correspondance entre espaces économiques, sociaux et politiques ». Cette correspondance est mise en oeuvre quand « progrès et tensions économiques se répercutent dans l'évolution sociale ». Et celle-ci dans une représentation politique qui agit « en retour sur la société et l'économie ».

« La démocratie achevée du milieu du XXe siècle » a bien réalisé cela mais « dans le cadre national ». Tout a changé avec la globalisation essentiellement économique et financière. La démocratie, nationale d'hier, est devenue le défi, mondial, d'aujourd'hui. Toutefois, pour le moment, Todd ne s'en cache pas : « la démocratie planétaire est une utopie » !

D'où, pour lui, une seule espérance : « le protectionnisme européen permettrait à toutes les sociétés qu'il abrite d'échapper dans la durée à la compression des salaires, à l'insuffisance de la demande et à la montée indéfinie des inégalités. Le sentiment d'asphyxie sociale qui mine la démocratie disparaîtrait. La dénonciation des élites perdrait son sens. La pression sur le suffrage universel cesserait en même temps que cesserait la pression sur les salaires. Espaces économique et politique coïncideraient à nouveau, impliquant des modifications institutionnelles complexes. Mais on peut affirmer que, dans ce cas, et dans ce cas seulement, après la démocratie, ce serait toujours la démocratie. »

Bibliographie

Courbage, Youssef et Todd, E. 2007. *Le rendez-vous des civilisations*. Paris, Seuil.

Demorgon, J. 2009. « Pour un humanisme cosmopolitique - Trois figures de l'humain ». *Humanisme* n° 285, juin, Paris.

Demorgon, Jacques. 2005. *Critique de l'interculturel*. Paris, Economica.

Demorgon, Jacques. 2004. *Complexité des cultures et de l'interculturel. Contre les pensées uniques*. Paris, Economica.

Hermet, Guy. 2007. *L'hiver de la démocratie ou le Nouveau Régime*. A. Colin.

Krugman, Paul. 1996-1998. *Pop Internationalism*. Trad.fr. : La mondialisation n'est pas coupable, Paris, La découverte.

Krugman, Paul. 2009. *The Return of Depression Economics and the Crisis of 2008*. New York : W.W. Norton & Company, Inc; trad. fr. : 2009, *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Paris, Seuil.

Moreau, Jean et Demorgon, Jacques. 2008. *Le Vénérable et le philosophe, Franc-maçonnerie et mondialité*. Paris, Detrad.

Todd, Emmanuel. 2008. *Après la démocratie*. Paris, Gallimard.

Todd, Emmanuel. 2002. *Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain*. Paris, Gallimard.

Todd, Emmanuel. 1998. *L'illusion économique*, Paris, Gallimard.